Décret n° 88-694 du 7 mars 1988 portant fixation des zones sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles et notamment ses articles 5, 6 et 7 ;

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984 portant composition et modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives des terres agricoles ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba et les plans y annexés datés du 23 octobre 1985, tel qu'approuvés par le ministre de l'agriculture en date du 4 juillet 1987 ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont homologués les travaux de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba objet du procès-verbal en date du 23 octobre 1985 et les plans y annexés tels que approuvés par le ministre de l'agriculture le 4 juillet 1987.

En conséquence les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba sont fixées tel que prévu dans le procès-verbal et les plans susvisés et annexés au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 7 mars 1988.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE*

TERRES COLLECTIVES

Décret n° 88-695 du 7 mars 1988 relatif à l'approbation des décisions d'attribution de terres collectives à titre privé relevant de la collectivité de Matmata Jedida du gouvernorat de Gabès.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 fixant le régime des terres collectives telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 ;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965 fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 relatif au régime des terres collectives tel que modifié par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 ;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité de Matmata Jedida (Ard El Gheraïba n° 3) à la délégation de Matmata Jedida en date du 27 janvier 1986 relatif à l'attribution de terres collectives à titre privé approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès le 3 mars 1987 et le ministre de l'agriculture le 27 octobre 1987 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture.

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité de Matmata Jedida (Ardh El Gheraïba n° 3) à la délégation de Matmata Jedida relatives à l'attribution de terres collectives à titre privé et consignées dans son procès-verbal en date du 27 janvier 1986 approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès le 3 mars 1987 et le ministre de l'agriculture le 27 octobre 1987 et ce conformément au tableau et plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi susvisée n° 64-28 du 4 juin 1964 modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés

par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 7 mars 1988.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE*

Décret n° 88-696 du 7 mars 1988 relatif à l'approbation des décisions d'attribution de terres collectives à titre privé relevant de la collectivité de Matmata Jedida du gouvernorat de Gabès.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 fixant le régime des terres collectives telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 ;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965 fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 relatif au régime des terres collectives tel que modifié par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 ;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité de Matmata Jedida (Henchir l'Aradh parcelle n° 35) à la délégation de Matmata Jedida en date du 28 janvier 1986 relatif à l'attribution de terres collectives à titre privé approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès le 3 mars 1987 et le ministre de l'agriculture le 27 octobre 1987 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture.

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité de Matmata Jedida (Henchir l'Aradh parcelle n° 35) à la délégation de Matmata Jedida relatives à l'attribution de terres collectives à titre privé et consignées dans son procès-verbal en date du 28 janvier 1986 approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gabès le 3 mars 1987 et le ministre de l'agriculture le 27 octobre 1987 et ce conformément au tableau et plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi susvisée n° 64-28 du 4 juin 1964 modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 7 mars 1988.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE*

Décret n° 88-697 du 7 mars 1988 relatif à l'approbation des décisions d'attribution de terres collectives à titre privé relevant de la collectivité de Matmata Jedida du gouvernorat de Gabès.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 fixant le régime des terres collectives telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 ;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965 fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 relatif au régime des terres collectives tel que modifié par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 ;